

FRFR

FRA0260 4 I 0360 FRA /AFP-TW76

France-Gabon

Le président Bongo pour la mise sous contrôle de l'ONU du Rwanda

PARIS, 8 juin (AFP) - Le président gabonais Omar Bongo s'est prononcé mercredi pour une mise sous contrôle de l'ONU du Rwanda et pour une évacuation de tous les enfants de ce pays jusqu'à ce que la situation y soit revenue à la normale.

A l'issue d'un entretien d'une vingtaine de minutes à l'Elysée avec le président François Mitterrand, M. Bongo a souligné qu'il avait sur le Rwanda "un point de vue peut-être particulier" qu'il allait "soumettre aux autres chefs d'Etat" lors du sommet de l'OUA la semaine prochaine à Tunis.

"Je crois qu'il faut faire en sorte que le Rwanda soit sous la protection de l'ONU, a-t-il déclaré. D'autre part il va falloir que l'on ramasse tous les enfants, de zéro minute jusqu'à 20 ans, pour les envoyer loin du Rwanda, comme nous avons fait lorsqu'il y a eu des événements semblables au Nigéria. Et puis lorsque ces enfants-là auront été soignés, lorsque l'accalmie reviendra dans le pays, on les remettra à leurs familles."

Evoquant la possibilité d'une intervention militaire - "il y a certains pays qui vont envoyer des soldats, il y a certains pays qui vont assurer la logistique, il y a certains pays qui vont donner des moyens pour nourrir ces soldats", a-t-il dit -, il n'a pas exclu que le Gabon y participe. "Pourquoi pas?", a-t-il demandé. Le Gabon a toujours été présent dans ce genre de choses."

Visiblement satisfait de ce bref entretien avec M. Mitterrand qui s'est déroulé, selon l'Elysée, dans la bonne humeur, M. Bongo l'a résumé avec humour: "Nous avons parlé du Gabon, de la France, de la pluie et du beau temps, et du débarquement, bien sûr."

Il a indiqué qu'il comptait avoir cette semaine un rendez-vous avec le Premier ministre Edouard Balladur pour évoquer plus particulièrement avec lui les suites de la dévaluation du franc CFA, intervenue il y a cinq mois.

C'était sa première visite à Paris depuis sa réélection contestée par l'opposition, en décembre dernier. Il avait rencontré vendredi le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé et le ministre de la Coopération Michel Roussin.

jmt/mf

AFP 081311 JUN 94